

La perception d'intervenants scolaires sur l'insécurité alimentaire vécue par les enfants



Bilan des entretiens réalisés auprès d'intervenants
d'écoles primaires au Saguenay–Lac-Saint-Jean

Direction de santé publique

Analyse et rédaction

Marie-Claude Clouston, agente de planification, programmation et recherche

Collaboration

Kathleen Pelletier, médecin-conseil en promotion-prévention

Relecture

Emmanuelle Arth, agente de planification, programmation et recherche

Caroline Benoit, agente de planification, programmation et recherche

Ann Bergeron, médecin responsable en surveillance de l'état de santé de la population

Fatoumata Diadiou, agente de planification, programmation et recherche

Paul Girard, agent de planification, programmation et recherche

Catherine Habel, médecin résidente en santé publique et médecine préventive

Marie-Claude Paquette, conseillère scientifique spécialisée, Institut national de santé publique du Québec

Jean-François Saint-Gelais, adjoint à la PDG, chef du service des relations médias et communications publiques

Révision

Audrey Bolduc, adjointe à la direction

ISBN : 978-2-550-85312-1 (version PDF)

© Gouvernement du Québec, 2019

« [...] C'est plus difficile l'attention, concentration et surtout les petits quand ils sont envahis par quelque chose, ils sont facilement dérangés et distraits. [...] Et puis quand on a vraiment faim là, c'est difficile de... tu sais. Même en tant qu'adulte, souvent arrive, mettons, la fin de l'avant-midi. On a hâte aussi d'aller manger et de... Oui je trouve que c'est sûr que ça l'a un impact. Je suis convaincue que ça l'a un impact très important sur l'attention, la concentration sur la longueur de leur capacité d'écoute justement et même de leur performance au travail. Là, je veux dire que si je ne fais rien que gargouiller et avoir faim, je ne serai pas aussi efficace que si je n'ai pas ça à penser... que j'ai bien mangé. Oui, je pense que ça l'a un impact considérable. » (Intervenant 16)



Résumé du rapport

En novembre et décembre 2016, 20 intervenants d'écoles primaires du Lac-Saint-Jean ont été rencontrés pour discuter de leur point de vue sur l'insécurité alimentaire vécue par les enfants qu'ils côtoient. L'objectif principal de cette recherche qualitative était d'explorer la problématique de l'insécurité alimentaire chez les enfants de la région et de mieux comprendre ses implications en milieu scolaire. Les propos ont été recueillis dans le cadre d'entrevues semi-dirigées d'une durée d'environ 45 minutes. Au total, 7 écoles de milieux défavorisés selon l'indice de milieu socioéconomique (8 ou plus) ont été visitées, 3 en milieu urbain et 4 en milieu rural. Les intervenants étaient soit des membres de la direction, des enseignants, des intervenants spécialisés ou des responsables ou éducatrices en service de garde.

Qu'est-ce que l'insécurité alimentaire?

L'insécurité alimentaire c'est « lorsque la disponibilité d'aliments sains et nutritionnellement adéquats, ou la capacité d'acquérir des aliments personnellement satisfaisants par des moyens socialement acceptables, est limitée ou incertaine » (Blanchet et autres, 2011 : 1).

Dans la région, en 2012, environ 29 000 adultes ou 13 % des personnes âgées de 18 ans et plus vivaient dans une situation d'insécurité alimentaire en raison d'un manque d'argent, une proportion comparable à celle observée en 2007. Au Québec, cette problématique touchait 17 % des enfants. En supposant que la région ne soit pas si différente du reste de la province, cela reviendrait donc à croire qu'environ 8 300 enfants de cet âge vivaient dans un ménage affecté par l'insécurité alimentaire au Saguenay–Lac-Saint-Jean en 2012.

BLANCHET, Carole, et Louis ROCHETTE (2011). Sécurité et insécurité alimentaire chez les Québécois : une analyse de la situation en lien avec leurs habitudes alimentaires, Montréal, Institut national de santé publique du Québec, 73 p.

Synthèse des principaux résultats

L'insécurité alimentaire : un problème perçu dans les écoles primaires

Même si la perception de l'ampleur et de la fréquence du problème est variable, selon les informateurs, tous ont évoqué des situations avec des enfants qui vivent de l'insécurité alimentaire. Les entrevues contiennent plusieurs exemples concrets des manifestations de l'insécurité alimentaire et de ses conséquences sur la santé des enfants ainsi que sur les performances scolaires.

Nourrir les enfants est d'abord perçu comme une responsabilité des familles

À l'exception de la distribution de lait dans plusieurs écoles, les informateurs n'ont parlé d'aucune politique ou d'aucun programme encadrant les actions en insécurité alimentaire. Les budgets dédiés à cette problématique sont limités et reposent en grande partie sur des dons de la communauté. L'alimentation des enfants (dîners et collations) est perçue comme étant d'abord la responsabilité des familles. Selon les informateurs, le rôle de l'école devrait principalement être d'éduquer les enfants, en collaboration avec les parents et la communauté.

Quand la réussite scolaire est compromise : la nécessité d'agir

Comme l'insécurité alimentaire a de nombreuses conséquences sur la gestion de la classe et sur les apprentissages réalisés, le personnel des écoles évoque la nécessité d'agir. On tente d'observer, de détecter l'insécurité alimentaire chez les enfants plus vulnérables. Les informateurs ont décrit un ensemble de moyens plus ou moins organisés pour lutter contre la faim chez les enfants. Ces moyens sont variables d'une école à l'autre et il est possible de les regrouper en deux catégories : les moyens formels organisés par l'école et les moyens personnels développés par les informateurs.

Intervenir en situation d'insécurité alimentaire : mobilisation, discrétion et hésitation

Le personnel des écoles se mobilise donc de toutes sortes de façons pour aider les enfants qu'ils perçoivent souffrir de la faim. Mais, intervenir avec les familles n'est pas une chose aisée et on veut surtout le faire discrètement, sans stigmatiser les enfants. On se demande : quoi faire? Comment le faire? Et qui doit le faire? S'il est difficile d'intervenir, il est d'autant plus difficile pour les informateurs de vivre avec les conséquences d'enfants qui ont faim au quotidien. Les informateurs souhaiteraient donc des solutions permanentes au problème de la faim.

Des solutions à envisager?

Les solutions envisagées sont cohérentes avec ce que les informateurs perçoivent comme étant le rôle des écoles. On souhaite d'abord avoir plus de moyens financiers pour pallier les situations plus critiques, en fonction des besoins spécifiques de la clientèle de chacune des écoles. On suggère ensuite des mesures d'éducation à la saine alimentation. Cette approche, décrite comme étant « en amont », vise à ne pas déresponsabiliser les familles et à les aider à répondre aux besoins alimentaires de leurs enfants.

Nourrir pour réussir : agir ensemble

L'analyse des propos recueillis auprès d'intervenants des écoles primaires du Lac-Saint-Jean montre qu'il y a bel et bien des enfants qui vivent de l'insécurité alimentaire. La majorité des informateurs témoignent de la nécessité d'agir et proposent des pistes d'action. Certes, offrir du dépannage est essentiel. L'éducation à la saine alimentation est aussi incontournable. Or, comme la cause première de l'insécurité alimentaire est le manque d'argent, ces actions permettent de soulager ponctuellement l'insécurité alimentaire, mais elles ne sont pas suffisantes pour assurer la sécurité alimentaire des individus et des communautés.

Les causes de l'insécurité alimentaire dans une population dépassent largement la seule responsabilité des individus et des écoles. Il existe d'autres déterminants sur lesquels il est possible d'agir collectivement : un accès économique et physique à des aliments sains, un système alimentaire sain et équitable, des coûts des biens et des services essentiels abordables, de meilleures conditions de vie pour les individus.

Devant cette multitude d'actions possibles, bien au-delà de la seule responsabilité du milieu scolaire, les questionnements et les hésitations des intervenants quant aux façons d'agir sont plus que légitimes. Et si justement les solutions pouvaient être réfléchies au sein des partenariats école-famille-communauté? Des instances régionales et locales en sécurité alimentaire, regroupant de nombreux acteurs clés, sont déjà mobilisées pour mettre en place des solutions plus durables. L'une des prochaines étapes ne devrait-elle pas consister à unir les forces en misant sur des partenariats école-famille-communauté pour ainsi réduire les inégalités et favoriser l'équité des chances à l'école?



Table des matières

1. Introduction	9
2. Contexte	10
3. Qu'est-ce que l'insécurité alimentaire?	11
4. L'insécurité alimentaire en contexte scolaire : description du projet	13
4.1. Quelques mots sur la méthodologie	14
5. L'insécurité alimentaire : un problème perçu dans les écoles primaires	17
5.1. L'ampleur et la fréquence du problème.....	19
5.2. Les conséquences de l'insécurité alimentaire.....	20
6. Nourrir les enfants : d'abord une responsabilité des familles?	21
7. Quand la réussite scolaire est compromise : la nécessité d'agir	23
7.1. La détection de l'insécurité alimentaire.....	23
7.2. Les moyens pour lutter contre l'insécurité alimentaire.....	24
7.2.1. Les moyens formels organisés par l'école.....	24
7.2.2. Les moyens personnels développés par les informateurs	25
8. Intervenir en situation d'insécurité alimentaire : mobilisation, discrétion, hésitation	28
8.1. Trop ou pas assez?.....	29
9. Des solutions à envisager?	31
10. Forces et limites de l'étude	34
Conclusion	35
Annexe	37
Bibliographie	41

1. Introduction

La saine alimentation comporte de nombreux bénéfices pour la santé et le bien-être des individus. Elle peut notamment contribuer au développement en santé des enfants, favoriser la réussite scolaire, accroître le bien-être et retarder l'apparition de problèmes de santé chroniques qui sont évitables. Mais, tous les individus n'ont pas un accès équitable à une saine alimentation. En effet, plusieurs personnes de la région vivent de l'insécurité alimentaire en raison d'un manque d'argent. Des études régionales ont abordé cette question en décrivant ce que cela représente au quotidien (Tremblay et autres, 2006) et en estimant le nombre de personnes touchées (Clouston et autres, 2013; Lapierre, 2010).

Cette problématique est un enjeu primordial de santé publique qui fait d'ailleurs l'objet de moyens d'action dans le *Plan d'action régional de santé publique du Saguenay-Lac-Saint-Jean 2016-2026* (Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Saguenay-Lac-Saint-Jean, 2016). Ces moyens visent notamment à favoriser le développement et le renforcement des capacités des communautés d'agir sur leurs conditions de vie et sur leur environnement.

En cohérence avec ces actions, le présent document s'intéresse à l'insécurité alimentaire vécue par les enfants de la région, plus spécifiquement ceux fréquentant les écoles primaires. À partir d'entrevues réalisées avec le personnel d'écoles primaires du Lac-Saint-Jean, les prochaines pages décrivent le point de vue des intervenants scolaires sur les manifestations de l'insécurité alimentaire à l'école. Après avoir expliqué le contexte du projet et la méthodologie privilégiée pour colliger les informations pertinentes, les principaux résultats seront décrits. Les informations présentées poursuivent l'objectif de guider la réflexion menant à l'action pour lutter contre l'insécurité alimentaire et, à plus long terme, bâtir une sécurité alimentaire durable pour tous les enfants de la région.

2. Contexte

Le comité régional de réflexion et d'action en sécurité alimentaire est actif dans la région depuis plus de quinze ans. Ses activités et son financement s'inscrivent en concordance avec le *Cadre de référence de sécurité alimentaire* du ministère de la Santé et des Services sociaux. Il est piloté par la Direction de santé publique du Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux (CIUSSS) du Saguenay-Lac-Saint-Jean et est composé de représentants d'organismes régionaux ainsi que de deux représentants de chacune des six tables locales en sécurité alimentaire. Ce sont donc six organisateurs communautaires des équipes de proximité de la Direction de santé publique du CIUSSS, de même que six intervenants d'organismes communautaires dédiés à contrer l'insécurité alimentaire auprès des parents d'enfants et autres adultes de leur secteur respectif qui siègent au sein du comité régional.

Des professionnels gravitant autour du milieu scolaire ont toutefois constaté que des enfants vivaient la faim à l'école et ont soulevé la question de la collaboration du comité régional en sécurité alimentaire avec le milieu scolaire à cet égard. Lors d'une rencontre régionale, il a été possible d'identifier que certaines initiatives étaient menées par les tables locales en sécurité alimentaire en collaboration avec le milieu scolaire au Lac-Saint-Jean-Est et à Maria-Chapdelaine. Le comité régional a convenu de comprendre davantage l'insécurité alimentaire vécue par les jeunes à l'école et d'inscrire cette démarche dans son plan d'action triennal 2015-2018.

À cet effet, un sous-comité de réflexion régional s'est formé au printemps 2016 pour discuter de la problématique et envisager des possibilités d'action. Le sous-comité est composé d'intervenants des trois réseaux locaux de services du Lac-Saint-Jean (organismes communautaires, infirmière scolaire, représentante de la Commission scolaire du Pays-des-Bleuets et du Club des petits déjeuners) et de professionnelles-conseils en promotion-prévention et surveillance de la Direction de santé publique du CIUSSS.

Dans le but de mieux comprendre la problématique de l'insécurité alimentaire en contexte scolaire au Saguenay-Lac-Saint-Jean, le sous-comité a proposé une démarche comprenant deux volets : 1) une recherche exploratoire qualitative auprès d'intervenants du milieu scolaire et 2) un inventaire des initiatives et des services alimentaires en place dans les écoles primaires de toute la région. Le présent document fait état des résultats obtenus dans le cadre du volet 1 de cette démarche.

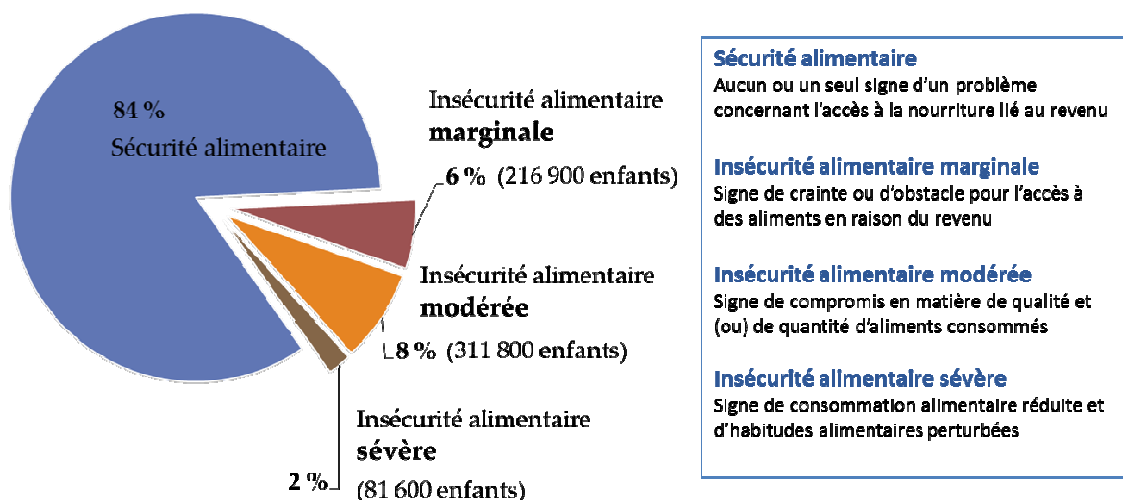
3. Qu'est-ce que l'insécurité alimentaire?

L'insécurité alimentaire c'est « lorsque la disponibilité d'aliments sains et nutritionnellement adéquats, ou la capacité d'acquérir des aliments personnellement satisfaisants par des moyens socialement acceptables, est limitée ou incertaine » (Blanchet et autres, 2011 : 1).

Dans la région, en 2012, environ 29 000 adultes ou 13 % des personnes âgées de 18 ans et plus vivaient dans une situation d'insécurité alimentaire en raison d'un manque d'argent, une proportion comparable à celle observée en 2007 (Clouston et autres, 2013). Cela veut dire que ces personnes avaient manqué de nourriture ou s'étaient inquiétées d'en manquer parfois ou souvent. Elles pouvaient également avoir exprimé des inquiétudes sur la qualité et la variété de leur alimentation, toujours en raison d'un manque d'argent.

Au Canada, pour la même période, on estime qu'environ 16 % des enfants de moins de 18 ans vivaient dans un ménage affecté par de l'insécurité alimentaire d'une gravité allant de marginale à sévère (Tarasuk et autres, 2012). Au Québec, cette problématique touchait 17 % des enfants. Cette donnée est construite différemment de celle obtenue dans les enquêtes de santé régionales de 2007 et 2012 et elle n'est pas disponible pour le Saguenay-Lac-Saint-Jean. Il est cependant possible d'utiliser la proportion québécoise pour estimer celle de la région. En supposant que la région ne soit pas différente de la province, cela reviendrait donc à croire qu'environ 8 300 enfants de cet âge vivaient dans un ménage affecté par l'insécurité alimentaire au Saguenay-Lac-Saint-Jean en 2012.

Insécurité alimentaire chez les enfants de moins de 18 ans au Canada, 2011-2012



Source : Tarasuk et al. (2016). *Household Food Insecurity in Canada 2012*. PROOF – Research to Identify Policy Options to Reduce Food Insecurity, 29 pages.

L'insécurité alimentaire a des répercussions sur le développement des enfants. La faim chez ceux-ci serait liée à un mauvais état de santé physique et à un risque plus élevé d'idéations suicidaires et de dépression à l'adolescence (PROOF, 2017; McIntyre et autres, 2013; Kirkpatrick et autres, 2010). Elle contribuerait aussi au développement de certaines maladies chroniques telles que l'asthme (Ke et autres, 2015).

Elle affecte également le rendement et la persévérance scolaire (Hickson et autres, 2013). En effet, les carences nutritionnelles, telles que l'anémie, affecteraient l'apprentissage et la productivité chez les enfants d'âges scolaires (Ke et autres, 2015).

4. L'insécurité alimentaire en contexte scolaire : description du projet

Une seule étude sur l'insécurité alimentaire en milieu scolaire québécois a été recensée. Il s'agit d'une étude réalisée par le Centre intégré de santé et de services sociaux de la Montérégie-Centre (Viens et autres, 2015). Elle démontre notamment qu'il existe très peu de mesures universelles pour lutter contre l'insécurité alimentaire dans les écoles de cette région. Elle mentionne aussi que les mesures répertoriées sont utilisées par un petit nombre d'écoles, qu'elles varient beaucoup d'une école à l'autre et qu'un faible nombre d'élèves en bénéficient. Cette étude souligne enfin que le réseau de la santé est généralement un acteur absent de ce type d'initiatives.

Devant le peu d'études recensées, le sous-comité a décidé d'aller de l'avant avec un projet pour explorer la situation de l'insécurité alimentaire dans les écoles primaires de la région. La démarche proposée visait à obtenir de l'information sur la présence ou non du phénomène dans les écoles de la région, ses impacts, les moyens utilisés pour y faire face et l'avis des intervenants scolaires quant à la pertinence d'intervenir ou non. Les objectifs du projet sont présentés dans l'encadré suivant.

Les objectifs du projet

Objectif principal

- Explorer la problématique de l'insécurité alimentaire vécue par les enfants de la région et ses implications en milieu scolaire.

Objectifs spécifiques

- Décrire les manifestations de l'insécurité alimentaire en contexte scolaire.
- Comprendre les moyens utilisés par les différents intervenants pour lutter contre l'insécurité alimentaire chez les enfants qui fréquentent les écoles primaires.
- Réfléchir à des pistes d'action possibles pour lutter contre l'insécurité alimentaire dans les écoles primaires.

4.1. Quelques mots sur la méthodologie

Pour atteindre les objectifs du projet, une recherche exploratoire qualitative a été privilégiée. Au moyen d'entrevues semi-dirigées, cette recherche voulait explorer la perception des intervenants scolaires sur les manifestations, les impacts et la gestion de l'insécurité alimentaire dans les écoles primaires de la région.

Un schéma d'entrevue a été rédigé de manière à structurer les entretiens autour de ces thèmes (annexe 1). Les entrevues étaient divisées en trois blocs de questions : 1) quelques informations sur le parcours de l'informateur, 2) des questions sur la perception des manifestations et des impacts de l'insécurité alimentaire et 3) des questions sur l'intervention.

Les informateurs ont été choisis selon un échantillon de convenance. Cette méthode consiste à rencontrer des acteurs clés, volontaires, qui ont une connaissance suffisante et une expérience pertinente de la problématique. Comme l'objectif du projet est de comprendre une réalité et non de la généraliser, un échantillon aléatoire n'était donc pas nécessaire (Patton, 2002).

Différents types d'acteurs ont été ciblés pour témoigner de la problématique en fonction de leur expérience respective : enseignants, responsables du service de garde, directeurs et intervenants spécialisés (psychoéducateurs, travailleurs sociaux, psychologues, éducateurs spécialisés, etc.). Ces informateurs ont été recrutés par la direction de l'école. De trois à quatre informateurs étaient demandés par école.

Les écoles primaires, quant à elles, ont été ciblées par le sous-comité responsable du projet selon les critères suivants : leur localisation (urbaine ou rurale) et leurs indices de défavorisation du ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur (8 ou plus à l'un des deux indices)¹.

Le plan d'échantillonnage a préalablement été conçu pour une collecte au Lac-Saint-Jean. Cela s'explique par la provenance des membres du sous-comité qui travaillaient dans les trois secteurs du Lac-Saint-Jean. Cela facilitait les liens pour le recrutement des écoles. Bien que non nécessaire pour atteindre les objectifs visés par le projet de décrire qualitativement l'insécurité alimentaire chez les jeunes des écoles primaires dans la région, la possibilité de poursuivre la collecte dans les secteurs du Saguenay a été évoquée. Toutefois, en raison du moment de l'année moins opportun, les deux commissions scolaires du

1. Pour de l'information sur les indices de défavorisation du ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur, consulter le site suivant :

<http://www.education.gouv.qc.ca/references/indicateurs-et-statistiques/indices-de-defavorisation/>

Saguenay ont décidé de concentrer leur participation dans le deuxième volet de la démarche soit l'inventaire des initiatives et des services alimentaires en place dans leurs écoles primaires. Au total, six écoles ont été identifiées selon le plan d'échantillonnage suivant :

Échantillon préliminaire

	MRC du Domaine-du-Roy	MRC de Maria-Chapdelaine	MRC de Lac-Saint-Jean-Est
Écoles primaires en milieu urbain et défavorisé	1 école 3 ou 4 informateurs	1 école 3 ou 4 informateurs	1 école 3 ou 4 informateurs
Écoles primaires en milieu rural et défavorisé	1 école 3 ou 4 informateurs	1 école 3 ou 4 informateurs	1 école 3 ou 4 informateurs

MRC : municipalité régionale de comté.

Finalement, sept écoles du Lac-Saint-Jean ont été visitées. Une école de plus s'est ajoutée au plan initial puisque des informateurs ont été recrutés dans deux écoles qui avaient la même direction.

Échantillonnage final

	MRC du Domaine-du-Roy	MRC de Maria-Chapdelaine	MRC de Lac-Saint-Jean-Est
Écoles primaires en milieu urbain et défavorisé	1 école 4 informateurs	1 école 4 informateurs	1 école 4 informateurs
Écoles primaires en milieu rural et défavorisé	1 école 3 informateurs	2 écoles 2 informateurs	1 école 3 informateurs

La collecte de données s'est déroulée d'octobre à décembre 2016. L'encadré suivant présente un résumé des principales informations relatives à la collecte des données.

La collecte de données en bref

- 7 écoles
- 3 MRC : Domaine-du-Roy, Maria-Chapdelaine, Lac-Saint-Jean-Est
- 2 commissions scolaires : Pays-des-Bleuets et du Lac-Saint-Jean
- 18 entrevues (deux entrevues en duo)
- 20 informateurs : 5 membres de la direction, 7 enseignants, 5 responsables ou éducatrices en service de garde, 3 intervenants spécialisés, 3 hommes et 17 femmes
- Durée approximative des entrevues : 45 minutes (une période de l'horaire)
- Des expériences variées chez les informateurs : entre 7 et 35 ans d'expérience dans le réseau scolaire

Pour des raisons de confidentialité, la répartition des informateurs selon leur sexe, leur fonction et leur école n'est pas décrite. Les caractéristiques des informateurs ne sont pas non plus précisées dans la section des résultats où l'on trouve des extraits d'entrevues. Cette décision a été prise pour préserver l'anonymat des informateurs.

L'analyse des entrevues selon une approche inductive (Patton, 2002; Ulin et autres, 2005 : 144-150) a été réalisée avec le logiciel NVivo version 10. Les principaux résultats en lien avec les objectifs du projet sont rapportés dans les pages suivantes.

5. L'insécurité alimentaire : un problème perçu dans les écoles primaires

L'insécurité alimentaire chez les élèves du primaire est une problématique rapportée dans toutes les écoles visitées. Tous les informateurs, sans exception, ont été en mesure de parler du phénomène et de donner des exemples concrets.

« Ah oui! Ça fait longtemps que je l'observe là. J'en ai faite des services de garde. C'est pas rien qu'au service de garde ici là, tu sais qu'il y en a qui ont pas de collation après l'école. C'est pas rien qu'ici que ça se passe ou qu'ils ont juste une petite affaire dans leur lunch pour dîner. C'est pas rien qu'ici que ça se passe. » (Intervenant 10)

« Souvent, ils n'ont pas déjeuné, ils n'ont pas de collation et ils en ont pas pour le soir. Ils ont juste leur dîner le midi et c'est juste une sandwich aux bananes ou au *baloney*, c'est ça. » (Intervenant 19)

L'analyse des entrevues a permis de déterminer plusieurs moments propices où l'insécurité alimentaire était observée par le personnel des écoles. Les informateurs rapportent qu'ils observent des manifestations d'abord le matin, alors que certains enfants se présentent à l'école sans avoir déjeuné ou sans avoir pris un déjeuner assez soutenant pour leur permettre de patienter jusqu'à la collation.

« Il y en a vraiment qui arrivent à l'école, ils ont le ventre vide. Et on le voit là. Ils sont contents d'aller au petit déjeuner et ils se resservent 2-3 fois et ils nous disent que c'est bon et qu'ils aiment ça venir au petit déjeuner parce qu'à la maison, ils ne mangent pas beaucoup. » (Intervenant 6)

La collation est aussi perçue comme étant problématique pour certains enfants, particulièrement celle du matin. Les informateurs ont donné des exemples d'enfants qui n'apportent presque jamais de collation. Selon eux, certains enfants n'ont pas de collation par choix, mais certains signes font penser que d'autres raisons, telles que le manque de nourriture notamment, justifient l'absence de collation pour certains.

« Depuis le début de l'année, on a vu que certains amis n'avaient pas de collation, et on le sait que les moyens ne sont pas toujours là. Tout dépendamment de ce qu'on a d'autre à payer, tout dépendamment si on a plusieurs enfants. » (Intervenant 19)

Pour les enfants qui fréquentent les services de garde, la collation de l'après-midi, une fois la classe terminée, est aussi rapportée comme un moment problématique. En effet, les participants rapportent que les enfants terminent leur journée au service de garde et se plaignent parfois d'avoir faim. Les participants observent que c'est d'autant plus vrai pour les enfants qui

avaient très peu de nourriture dans leur sac à collation ou dans leur boîte à lunch pendant la journée.

« Oui oui parce que les enfants avaient presque jamais de collation. Et souvent, c'est des enfants qui arrivent à 7 h 30 pour le petit déjeuner. Nous on ferme à 17 h 30. Ça fait que là, on vivait la problématique aussi après l'école. Ils ont faim. » (Intervenant 15)

Le repas du midi est un autre moment où le personnel des écoles observe de l'insécurité alimentaire. Cependant, ce n'est pas tant l'absence de nourriture qui semble poser problème, mais plutôt la quantité et la qualité de l'alimentation. En effet, les informateurs rapportent que la grande majorité des enfants mangent le midi, mais que certains d'entre eux ne mangent pas à leur faim. « J'ai encore faim, j'en ai pas assez » (intervenant 15) sont des propos rapportés par les informateurs qui côtoient les enfants au service de garde.

Au sujet de la quantité de nourriture, les intervenants parlent de boîtes à lunch très peu garnies et de petites portions. Ils utilisent des termes comme « un petit peu », « une petite affaire », « pas grand-chose » ou « pas assez » pour décrire le contenu de certaines boîtes à lunch.

« Peu garnie, et souvent on a le petit plat de plastique, avec rien dedans là. Presqu'un petit rond de spaghetti avec une bouteille d'eau, pas de yogourt, pas de dessert, de yogourt, mais rien qui accompagne le petit plat de plastique là. Ça fait que la boîte à lunch est quand même vide. » (Intervenant 15)

« Ça arrive aussi que les enfants ils n'ont pas assez de... tu sais, ils ont une petite affaire à peine. Ça fait qu'ils ont encore faim. » (Intervenant 10)

Les informateurs témoignent également de lunchs répétitifs où l'enfant mange souvent la même chose, souvent « l'éternel sandwich » (intervenant 4). Ils s'inquiètent ainsi de la qualité et de la variété de l'alimentation de façon générale (peu nutritif, malbouffe, nourriture trop sucrée, repas préparés ou congelés, nourritures emballées ou en canne).

« Parce que chez eux ils n'ont pas de sous. Ça fait qu'il dit que sa maman n'a pas d'argent pour lui acheter d'autre chose. Et là, souvent, il mange souvent la même affaire et là, il est tanné aussi. » (Intervenant 10)

« Ils avaient mangé, mais on le sait qu'il y en a qui mangent, mais ce qu'ils vont manger... Les aliments ont beaucoup augmenté là. Les épiceries coûtent plus cher. Ça fait que les parents qui ont des faibles revenus, bien le budget est resté le même pour eux, mais le jus est plus cher, le lait est plus cher. Ils vont acheter ce qui est abordable, mais ce qui est pas nécessairement nutritif et ça remplit pas nécessairement. Donc, je suis certaine que j'ai des enfants qui déjeunent bien le matin à 6 heures, 6 h 30, mais à 8 h 30 ils ont pu rien dans le ventre. » (Intervenant 7)

5.1. L'ampleur et la fréquence du problème

La perception de l'ampleur de l'insécurité alimentaire est variable d'une école à l'autre. Selon les participants, elle est plus ou moins visible, plus évidente dans certaines écoles, certaines années ou dans certaines cohortes.

« Ça dépend des cohortes, cette année, moi je vois beaucoup plus le problème. L'an passé là, vous m'auriez posé les mêmes questions et je vous aurais dit que même avec les 4^{es}, je le vois pas ou que c'est plus caché. Cette année, je le vois plus là. J'ai 20 élèves, j'en ai 8, 9 que je peux dire que je ne suis pas certaine que tout est bien [...]. » (Intervenant 9)

« Oui parce qu'on est en milieu défavorisé, oui plus qu'ailleurs. J'ai fait d'autres écoles aussi, et c'est vraiment particulier là, les besoins sont beaucoup plus grands que les autres écoles que j'ai faites. » (Intervenant 8)

Par ailleurs, selon les participants, la problématique peut concerner plusieurs enfants, parfois souvent les mêmes élèves connus du personnel des écoles qui est alors plus attentif dans ces cas particuliers. La majorité des informateurs rencontrés ont tenté de quantifier l'ampleur du problème. Ce nombre variait de quelques enfants par classe à près de la moitié. Pas un seul informateur n'est cependant arrivé à la conclusion qu'aucun enfant de la classe ou de l'école ne vivait un problème d'insécurité alimentaire.

« Bien moi je dirais, moi j'ai 15 élèves et dans les miens, je te dirais, c'est un tiers des élèves. C'est vraiment 5 élèves sur 15 environ que c'est problématique les repas et le programme scolaire. » (Intervenant 19)

« Il y en a toujours 1 ou 2 par classe je te dirais là. » (Intervenant 5)

« Ils ont mal à tête. Ils ont mal au ventre. Ils me disent qui ne *feel* pas. Et c'est toujours les mêmes là. Ça fait qu'on vient qu'on le sait là. Ça fait que je le sais qu'ils ont faim. » (Intervenant 10)

En ce qui concerne la perception de la fréquence, les participants observent une intensité différente selon les situations. Pour certains enfants, le problème peut être régulier, presque tous les jours. Pour d'autres, la situation est ponctuelle et les enfants manquent de nourriture de « temps en temps ». Cela peut notamment correspondre à des périodes plus difficiles financièrement où les familles doivent parfois rationner la nourriture disponible, par exemple la fin du mois, les semaines après les Fêtes ou la période de chômage saisonnier.

« Bien souvent après les Fêtes des fois il y a des papas qui arrêtent de travailler après les Fêtes. On a comme des moments de l'année que ça paraît plus. » (Intervenant 15)

« Autant c'est arrivé que je l'ai demandé. Ils m'ont dit carrément : "J'ai pas mangé." Mais jusqu'où que c'était vrai? Ça je ne sais pas nécessairement. Mais tu sais, c'est quelque chose qui est régulier ici. » (Intervenant 17)

5.2. Les conséquences de l'insécurité alimentaire

Les conséquences perçues par les informateurs sont nombreuses. Selon eux, avoir faim affecte d'abord la concentration et nuit aux apprentissages. « Le ventre vide, t'apprends pas » (intervenant 6) ou « y'ont pas la tête là parce qu'ils ont la tête dans leur bedon » (intervenant 9) sont des phrases qui résument bien le point de vue des intervenants du milieu scolaire.

Selon les informateurs, les enfants qui vivent de l'insécurité alimentaire perdent facilement l'attention, peuvent être agités ou présenter des symptômes de fatigue tôt dans la journée les rendant peu disposés à apprendre. À cela s'ajoutent des symptômes physiques : manque d'énergie, irritabilité, maux de tête et maux de ventre.

« Bien c'est sûr qu'au niveau de la concentration, ils ont pas la tête là, ils le disent : "J'ai mal au ventre. J'ai mal au cœur." » (Intervenant 9)

« Quand tu vois des jeunes devant toi qui ont pas mangé, tu le sais qu'ils sont pu là. Tu le sais qu'ils partent, ils fixent, leur attention n'est pas soutenue. Les efforts, ils veulent les mettre, ils ne peuvent pas parce que le corps est préoccupé par d'autres choses, l'esprit est occupé par d'autres choses. Donc, tu ne peux pas avoir toute ton attention là. » (Intervenant 19)

Les enseignants perçoivent que ces conséquences compliquent leur travail, car ils doivent alors répéter, prévoir des mesures de rattrapage ou s'adapter, par exemple en modifiant l'horaire pour aborder les nouvelles connaissances tôt dans la journée.

« Si tu ne manges pas, t'es pas ouvert aux apprentissages. Donc, ça réduit ton temps d'attention. Tu sais, c'est un tout ensemble hein? Ça fait que là, t'es obligé de mettre des mesures de rééducation. » (Intervenant 1)

Selon les répondants, avoir faim affecte également le comportement des enfants. Des informateurs ont expliqué qu'offrir de la nourriture pouvait parfois désamorcer des crises. Cela leur fait croire que certaines crises sont dues à la faim. Des cas de vols de nourriture dans les sacs à collation ou dans les boîtes à lunch en raison de la faim ont également été rapportés.

« Parce que moi j'en ai une que j'ai surprise à voler. Je lui ai demandé en premier, j'ai dit : "Pourquoi tu voles?" Parce qu'elle m'a répondu : "J'ai faim." C'est vraiment parce qu'elle a faim. » (Intervenant 8)

« Ça fait qu'ils ont beaucoup de colère, d'agressivité. Ça se manifeste par des troubles de comportements, mais quand on creuse un petit peu plus loin, c'est pas des élèves qui ont des troubles de comportements, c'est des élèves qui ont faim. » (Intervenant 7)

6. Nourrir les enfants : d'abord une responsabilité des familles?

Tous les informateurs observent donc bel et bien de l'insécurité alimentaire dans les écoles primaires et ils perçoivent que la faim n'est pas sans conséquence pour les enfants qui en souffrent. Mais à qui revient la responsabilité d'intervenir?

Du point de vue de la majorité des personnes rencontrées dans le milieu scolaire primaire, nourrir les enfants, plus spécifiquement les faire déjeuner, fournir leur dîner et prévoir les collations, fait partie des responsabilités que l'on attribue aux familles. « Je pense que c'est le rôle du parent en premier. » (Intervenant 8) Cette phrase traduit le point de vue de plusieurs des personnes rencontrées. Ce sont les parents qui doivent « veiller à ce que les besoins des enfants soient comblés » (intervenant 16), les écoles ne veulent pas « enlever la tâche des familles » (intervenant 14).

L'école, quant à elle, peut soutenir les familles dans ce rôle en palliant certaines situations plus critiques. Cependant, son principal rôle est celui d'éduquer les enfants, en étroite collaboration avec les familles. L'école se veut ouverte sur la communauté et un important « diffuseur d'informations pour les familles » (intervenant 6).

« Je ne le sais pas si c'est vraiment la responsabilité du professeur, tu sais. Le professeur, normalement, il est là académique, au niveau comportemental aussi. C'est sûr que ça l'a un impact par exemple. Ça l'a un impact sur la motivation, sur l'énergie qu'il développe là. Je ne le sais pas, c'est une bonne question. [...] C'est sûr qu'on s'en occupe parce qu'on voit que ça l'a un lien, mais tu sais, en même temps, c'est ça. C'est de ne pas rentrer dans le moyen qui va déresponsabiliser le parent [...]. » (Intervenant 8)

Dans ce contexte, plusieurs des informateurs rencontrés abordent le problème de l'insécurité alimentaire sous le chapeau de la sensibilisation à la saine alimentation. Cet aspect figure d'ailleurs dans la plupart des projets éducatifs des écoles. L'école souhaite ainsi jouer un rôle « d'agent » ou « d'éducateur » qui se traduit par « éduquer aux bonnes habitudes alimentaires » (intervenant 17).

« Donc, c'est notre façon de travailler à l'insécurité alimentaire parce qu'on a eu un souci d'éduquer. » (Intervenant 7)

Mais, on reconnaît que l'éducation à la saine alimentation n'est pas suffisante et qu'une partie des élèves des écoles ont besoin d'aide alimentaire. Le personnel des écoles est sensible à cette problématique, mais dispose de très peu de marge de manœuvre pour intervenir.

« On n'a pas le choix. Avec le budget école qu'on a, on ne peut pas répondre aux besoins qu'on a. » (Intervenant 2)

À l'exception des berlingots de lait qui sont subventionnés par le ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur, les informateurs n'ont rapporté aucun programme ou aucune politique encadrant la gestion de l'insécurité alimentaire dans les écoles primaires. Les moyens déployés pour lutter contre l'insécurité alimentaire sont donc laissés à la discrétion des écoles en fonction des besoins nommés par le personnel.

« Je pense que chacun a ses, chacun fait ses affaires là. Chaque prof gère ça comme il veut. C'est pas chapeauté par rien. C'est pas dirigé par rien. C'est selon notre bon vouloir. »
(Intervenant 5)

Par conséquent, les budgets scolaires réservés pour des mesures de lutte à l'insécurité alimentaire sont restreints ou inexistants. Ils reposent souvent sur des dons de la communauté ou sur des programmes offerts par l'entreprise privée. Les directions doivent donc faire preuve de créativité pour soutenir les enfants qui en ont besoin.

« L'enveloppe budgétaire pour le scolaire va rester au scolaire et l'enveloppe budgétaire concernant les collations santé ou ce que tu mets... les mesures en place doit être quelque chose de créatif en dehors. » (Intervenant 1)

« Il faudrait, il faudrait se remplir de nourriture nous autres là, mais c'est un don qu'on avait eu, que sinon on n'a pas de budget. Notre responsable nous dit qu'elle n'a pas de budget pour en acheter, mais j'ai demandé à la direction aussi. J'ai dit : "On peut-tu acheter un sac de pommes et les laisser dans le frigidaire pour ceux qui en ont de besoin?" Mais, c'est toujours le budget qui nous arrête là. » (Intervenant 10)

7. Quand la réussite scolaire est compromise : la nécessité d'agir

Même si nourrir les enfants ne constitue pas la principale responsabilité des écoles et que cette responsabilité est plutôt dévolue aux familles, les personnes rencontrées ont toutes témoigné de la nécessité d'agir. En effet, tous les informateurs observent de l'insécurité alimentaire et ils perçoivent que cette situation a de nombreuses conséquences sur la gestion de la classe et la performance scolaire. Ils considèrent qu'elle interfère donc dans le principal rôle de l'école, celui d'éduquer les enfants. Le personnel des écoles est, par conséquent, soucieux de détecter les situations problématiques et de remédier au problème par différentes stratégies plus ou moins formelles.

7.1. La détection de l'insécurité alimentaire

Le personnel des écoles « surveille » de plusieurs façons. Dans les cas où ils ont des doutes, plusieurs affirment vérifier les lunchs et les collations. La qualité de l'alimentation, la quantité de nourriture et l'absence de collation mettent souvent la puce à l'oreille.

« Bien ça c'est sûr qu'on surveille hein? Dans les sorties scolaires, on surveille. On va vérifier. On s'installe à côté des autres pour voir s'ils ont tout ce qu'il leur faut, et oui c'est sûr que c'est surveillé. On en tient compte parce qu'on sait que c'est, c'est... pour certains enfants des fois, c'est problématique. » (Intervenant 3)

D'autres signes sont également rapportés comme pouvant être associés à une situation d'insécurité alimentaire. Les enseignants ont des doutes lorsque, par exemple, les enfants :

- ne participent pas aux activités;
- sont fatigués ou s'endorment tôt le matin;
- se resservent plusieurs fois ou cachent de la nourriture pour en ramener à la maison lorsque de la nourriture est offerte par l'école;
- observent les collations ou les dîners des autres avec envie.

« On faisait un événement il y a 2 ans. Un événement avec... pour le Grand Défi Pierre Lavoie, et il y a un élève qui ne voulait pas participer au jeu. Je suis allée le voir. J'ai dit : "Tu veux pas faire le jeu? Je vais y aller avec toi." Il a dit : "Non." Il a dit : "J'ai trop faim!" Il était 13 heures l'après-midi. » (Intervenant 7)

En cas de doute, poser des questions aux enfants constitue une autre stratégie de détection du problème. Certains enfants parlent spontanément aux intervenants du milieu scolaire, alors que d'autres sont plus discrets. Quelques informateurs comptent aussi sur leur connaissance des enfants et du milieu, surtout dans les petites écoles.

« C'est souvent lui qui va venir me le dire : "J'ai pas de collation à matin." Ou on a l'œil averti aussi là. Si on voit qu'un enfant a jamais sa collation ben on le questionne. On va voir. On s'en occupe. » (Intervenant 3)

« Oui, mais tu sais il y en a qui vont dire qu'ils ont faim là, tu sais. Et là, à partir de ça, je vais questionner. Mais tu sais, on le sait aussi les enfants qui peuvent avoir des problématiques. Des fois je vérifie : "T'as-tu mangé ce matin là?" On connaît un petit peu les milieux, on connaît un peu, on connaît un peu le portrait de la famille, ça fait que des fois je vais sonder le terrain. » (Intervenant 14)

7.2. Les moyens pour lutter contre l'insécurité alimentaire

Devant la nécessité d'agir, la plupart des écoles et des informateurs ont développé des moyens de lutter contre l'insécurité alimentaire chez les élèves. Ces moyens sont déployés soit par les écoles, soit personnellement par les informateurs. Ils peuvent ainsi être regroupés en deux catégories : les moyens formels et personnels.

7.2.1. Les moyens formels organisés par l'école

Les moyens formels sont structurés par la direction ou par l'ensemble du personnel de l'école. On peut en répertorier trois types : 1) les activités de sensibilisation à la saine alimentation, 2) l'offre d'aliments pour tous et 3) le dépannage alimentaire.

Les activités de sensibilisation à la saine alimentation peuvent prendre plusieurs formes. Par exemple, on organise des ateliers ou des cours de cuisine (ateliers cinq épices), on rédige un livre de recettes économiques avec les enfants, on fait découvrir de nouveaux aliments lors des collations. Certains intervenants ont témoigné d'expériences de jardins communautaires ou collectifs. Les activités de sensibilisation à la saine alimentation s'organisent parfois en collaboration avec des professionnels (infirmière scolaire, organisateur communautaire), parfois avec des organismes de la communauté. Toutes ces activités ont pour objectifs de sensibiliser les enfants, et par ricochet les parents, à l'importance de la saine alimentation.

« Je fais des midis culinaires, une fois par année, à toutes les années on fait des midis culinaires, le midi, une journée par semaine, avant Noël et après Noël. » (Intervenant 11)

« [...] cet été, ce qu'on a fait, on a mis en place un jardin collectif, éducatif donc c'est un jardin animé par une ressource et les gens du quartier pouvaient venir voir. » (Intervenant 7)

Certaines écoles proposent aussi une offre alimentaire accessible à l'ensemble des élèves. L'exemple le plus évident dans cette catégorie demeure les clubs des petits déjeuners, disponibles dans quelques écoles visitées. D'autres écoles ont aussi mis sur pied des projets de collation pour tous les élèves ou pour quelques élèves ciblés. Ces collations sont soit distribuées dans la classe ou au service de garde après l'école. Ces projets sont la plupart du temps élaborés en

collaboration avec des partenaires du secteur privé (épicerie ou dépanneur) ou de la communauté (association philanthropique). La collation peut être offerte tous les jours, quelques jours par semaine ou ponctuellement en fonction des opportunités ou des thématiques (mois de la nutrition). Il arrive aussi qu'elles soient offertes seulement à certains niveaux scolaires, par exemple seulement au premier cycle. La majorité des écoles visitées offrent également du lait quotidiennement à tous les élèves, un programme subventionné par le ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur.

« On a le Club des petits déjeuners, puis on donne quand même des déjeuners, on subventionne des déjeuners de quand même une bonne vingtaine d'élèves par année. » (Intervenant 7)

« Mais ce qui est le fun, par contre, ici, c'est vraiment qu'on a au premier cycle des collations avec Déjeuner pour apprendre. On leur fournit, tout le monde est pareil et on essaie de faire goûter le plus possible à nos enfants. » (Intervenant 17)

« C'est le ministère qui donne des sous pour faire l'achat du lait-école de tel temps de l'année à tel temps dans l'année donc chacun ont leur berlingot, tu sais. » (Intervenant 1)

« On offre une collation santé tous les soirs. Tous les soirs, quand les enfants arrivent, ils prennent les présences les filles et on fournit la collation [...]. Depuis que je suis ici moi, il y a toujours eu une collation que c'est le service de garde qui fournit [...]. » (Intervenant 20)

En ce qui concerne les activités de dépannage alimentaire, les entrevues ont permis de constater que quelques écoles rendent accessible à tout le personnel de l'école de la nourriture pour soulager la faim des élèves lorsque cela est nécessaire. Ces aliments sont disponibles dans la salle des professeurs (fruits, légumes, produits laitiers pour les collations) ou au service de garde (collation, nourriture pour compléter les dîners ou repas surgelés pour dépanner). Ces aliments servent également à combler les imprévus (oubli ou lunch échappé par accident, par exemple).

« Quand on voit que ça va jusqu'au problème justement de de... qu'ils n'ont pas assez de sous ou peu importe bien là, on demande la permission : "Est-ce que je peux lui fournir du yogourt? Est-ce que je peux lui fournir un jus?" Bien souvent, il n'y a pas de problème. On accessoirise un peu la boîte à lunch. On la garnit, surtout de protéines parce que là, c'est sûr que les journées sont longues là. » (Intervenant 15)

« D'ailleurs, on avait déjà parlé à notre directeur qui nous a donné un petit budget pour qu'on ait des collations de disponibles pour les élèves qui ont faim des fois [...]. » (Intervenant 18)

7.2.2. Les moyens personnels développés par les informateurs

Les moyens informels sont d'autres types de moyens qui sont utilisés personnellement par les informateurs pour soulager la faim des élèves qu'ils côtoient. Dans ces cas, c'est l'informateur qui développe ses propres façons de nourrir les enfants qui vivent de l'insécurité alimentaire. Ces moyens peuvent être utilisés en complémentarité de ceux déployés par l'école, mais ils deviennent

presque nécessaires dans celles où il existe peu de moyens formels proposés par l'école.

L'un des moyens le plus fréquemment mentionnés par les informateurs est sans doute le « garde-manger ». La majorité des informateurs affirment avoir leur propre réserve de nourriture pour nourrir les enfants. Barre tendre, clémentine, sac de pommes, compote sont amenés de la maison et offerts aux élèves qui se plaignent d'avoir faim.

« Moi, je m'arrange pour avoir des choses à manger dans mon frigo, leur donner un fruit ou quelque chose, un morceau de fromage, tu sais. Ils regardent les autres manger et tu le vois là qu'il en veut. Ça fait que ça là, on s'organise pour avoir un frigo avec quelques fruits et légumes. [...] Un enfant qui arrive et qui dit : "J'ai pas déjeuné. Bien veux-tu un petit fruit? Veux-tu quelque chose?" Il faut qu'il y ait quelque chose sous la main là, faut être prêt. » (Intervenant 13)

« Et je lui ai dit à la petite : "Bien si tu as encore faim et tout ça, viens me voir au lieu de voler les amis parce que les amis se retrouvent qu'ils ont faim aussi parce que là ils ont pu de collation." Ça fait qu'elle vient me voir moi, sauf que là nous, on n'a pas de provisions de faites, et on n'avait pas rien à lui donner. C'est moi qui l'amenais de chez nous là. J'amenais un sac de pommes et je donnais des pommes et des Ficello. [...] Elle choisissait, elle avait droit à une collation. » (Intervenant 10)

D'autres utilisent aussi ces garde-manger comme armoire à récompenses pour tous les enfants. Les enseignants qui utilisent ces stratégies pour distribuer de la nourriture souhaitent éviter la stigmatisation des enfants qui ont souvent besoin de recevoir de la nourriture.

Il arrive aussi que les informateurs donnent leur propre collation à un élève lorsque la situation l'exige. Les enseignants disent également partager leur dîner ou prévoir des quantités de nourritures supplémentaires dans leur lunch lorsqu'il y a des sorties ou des dîners dans la classe (activités spéciales ou rattrapage scolaire). Dans tous ces cas, ce sont les informateurs qui assument les frais de telles mesures.

« Ça fait que moi j'avais tout le temps dans ma classe des boîtes de de... Des fois, je gardais des barres tendres et tout ça, et des petites choses, ou bien je donnais ma collation. Ça, j'ai fait ça souvent. "J'ai faim, j'ai faim." Je donnais ma... Tu sais, il en avait mangé une c'était pas assez. Donc, tu sais, je peux soupçonner qu'il n'a peut-être pas déjeuné le matin là. » (Intervenant 17)

« Je sais que par exemple, dans un voyage scolaire, l'enseignante va tout le temps avoir un gros lunch, pour tu sais des fois quelqu'un qui a un plus petit lunch, pour donner des choses. Des fois j'ai vu ça, quasiment à chaque fois là, l'enseignante va avoir un gros lunch. » (Intervenant 16)

« On a des enseignants que là des fois, et ils me racontent ça, ils apportent des clémentines personnelles ou leur collation personnelle, des fois ils disent qu'ils la font tirer. [...] Ils font des tirages, mais des tirages arrangés un peu, parce qu'ils savent lesquels et ils voient des doigts croisés en dessous des bureaux. Donc, c'est clair qu'un enfant qui n'a pas faim ne fera pas ça. » (Intervenant 7)

Être flexible au moment de la collation constitue un autre moyen utilisé pour lutter contre l'insécurité alimentaire, notamment par les enseignants. En effet, la plupart des écoles restreignent le type d'aliments qui peuvent être apportés à l'école pour la collation, généralement seulement des fruits, des légumes et des produits laitiers. Lorsque l'enfant arrive avec autre chose, certains enseignants permettent à l'enfant de manger sa collation même si elle ne respecte pas les règles parce que « ça va combler un trou que l'enfant a » (intervenant 19). Certains informateurs d'écoles plus éloignées ont souligné cette pratique en expliquant que l'accès aux denrées périssables exigées pour les collations est plus difficile en milieu rural où il n'y a pas d'épicerie et où les gens ont parfois des problèmes de transport.

« Tu sais, on dit fruits, légumes, fromages, mais on a élargi un petit peu parce qu'il y en a que c'était pas ça qu'ils avaient là. Ils avaient, tu sais, des biscuits Ritz, des affaires un peu moins santé, mais qu'on disait : on les laisse le manger pareil parce que quand c'est fruits, légumes, fromages... si on les limite trop, ils en ont pas là de collation. Et ici, à [nom du village], il n'y a même pas d'épicerie. » (Intervenant 18)

Être flexible avec les collations peut aussi vouloir dire laisser les enfants partager la nourriture, même si cela est généralement interdit en raison des allergies. Cette stratégie est également utilisée dans certains services de garde au moment du dîner. Cela exige cependant beaucoup de vigilance de la part du personnel qui doit alors superviser les échanges.

8. Intervenir en situation d'insécurité alimentaire : mobilisation, discrétion, hésitation

Les moyens rapportés par les informateurs et qui sont utilisés pour pallier l'insécurité alimentaire, qu'ils soient organisés par l'école ou personnellement développés, démontrent que les écoles interviennent dans les situations d'insécurité alimentaire. De l'avis des participants, il semble donc qu'il y ait une certaine prise en charge du problème.

« On ne laisserait pas l'enfant pas manger. Ça c'est impossible, ça c'est impossible. Je trouverais bien de quoi à lui donner. » (Intervenant 10)

« C'est sûr que c'est pris en charge. S'il y a une problématique, c'est sûr qu'il y a une action qui va être posée, tout à fait. C'est pas demain. On ne s'en occupe pas demain. On s'en occupe aujourd'hui. » (Intervenant 3)

Les informateurs rapportent en effet que le personnel des écoles se mobilise et travaille parfois en équipe pour trouver des solutions. Mais, le budget, qui repose en partie sur les dons de la communauté, est limité. Ils perçoivent donc qu'il est impossible de répondre à tous les besoins : « [...] avec le budget qu'on a, on aide le nombre d'enfants qu'on peut » (intervenant 15). De l'avis des informateurs, on pallie. On « éteint des feux » (intervenant 7).

On explique aussi que l'école ne peut pas subvenir à tous les besoins alimentaires de tous les enfants, mais elle peut pallier les besoins ponctuels et référer si nécessaire.

« On essaye de tous les sauver, mais on peut pas. » (Intervenant 10)

« On fait notre possible là. On ne peut pas régler les problèmes de tout le monde, mais on essaye bien parce que ça nous touche là. » (Intervenant 19)

Dans ce contexte, les informateurs déclarent intervenir avec les enfants qui vivent des situations d'insécurité alimentaire plus problématiques en essayant le plus possible de ne pas les stigmatiser. Ils tentent d'agir discrètement, on invente des excuses pour justifier qu'on donne de la nourriture aux enfants, on pose des questions détournées pour connaître la situation de l'enfant.

« Puis, moi, ce que je disais aussi à l'élève quand je lui donnais, c'est : "Si les autres te demandent où est-ce que t'as pris ton yogourt et tout ça, dis-lui que tu l'as apporté de chez toi. [...] Tu es venu me le porter ce matin et moi je l'ai mis dans le frigidaire en bas et là je te l'ai redonné. Mais c'était le tien." Tu sais là, parce qu'il y a des élèves : "Pourquoi tu lui donnes un yogourt? Non non, c'est le sien. C'est parce qu'il n'avait pas de glace. Je l'ai mis dans le frigidaire." » (Intervenant 8)

Les informateurs sont soucieux d'éviter que l'enfant se sente pointé du doigt : « pourquoi c'est toujours à moi qu'elle pose la question? » (intervenant 13).

On évite même parfois d'en parler entre membres du personnel pour ne pas stigmatiser davantage les enfants : « ça se fait discrètement ces affaires-là » (intervenant 5).

8.1. Trop ou pas assez?

Les écoles en font-elles trop ou pas assez? Lorsqu'on les interroge à savoir si les moyens déployés par l'école sont suffisants, les opinions sont partagées. Certains croient que ce qui est fait est nécessaire, mais insuffisant, alors que d'autres avancent qu'il serait difficile d'en faire plus. La quantité et la variété des moyens organisés par l'école semblent influencer le point de vue des informateurs sur cette question. Dans les écoles où des moyens formels structurés sont proposés à l'ensemble du personnel, ces moyens semblent rassurer ou sécuriser le personnel. Un plan B existe et les intervenants ne sont jamais « mal pris » (intervenant 14) lorsqu'un enfant se plaint d'avoir faim.

« En tout cas, moi ça me sécurise de savoir qu'on en a justement de la bouffe dans notre frigo, qu'on a des mitaines en dessous de notre armoire, qu'on est capable de *backer* dans l'immédiat. Après ça, si ça va moins bien, on est capable d'aller voir à la direction. » (Intervenante 15)

Mais, de façon générale, les informateurs se questionnent sur ce qu'il faut faire dans les cas d'insécurité alimentaire. On se demande : jusqu'où les écoles devraient-elles aller?

La majorité des informateurs ont le souci de ne pas déresponsabiliser les parents avec les moyens qu'ils utilisent. Ils s'inquiètent aussi de la réaction des parents s'ils interviennent. Ils ne veulent pas s'immiscer dans la vie des familles et ne veulent surtout pas avoir l'air de juger. Plusieurs mentionnent que l'insécurité alimentaire est un sujet difficile à aborder avec les parents et se sentent mal à l'aise de les contacter directement. Ils écrivent des mots dans l'agenda, tentent d'aborder la question lors des rencontres de parents ou proposent d'inscrire les enfants au Club des petits déjeuners lorsque cette mesure existe dans l'école. Mais, il arrive aussi parfois que certaines familles refusent l'aide proposée par l'école.

« J'ai demandé à la direction qu'est-ce que je pouvais faire. Si je pouvais lui donner un autre repas ou si je ne devais pas m'en mêler. Tu sais, à un moment donné, avec les parents aussi, je veux pas... Il arrive à la maison, il dit à son père que je lui ai donné d'autres choses. Je ne voulais pas créer un conflit non plus. Mais je l'avais fait et j'en ai parlé avec le papa. Je lui ai expliqué la situation. Il avait compris. » (Intervenante 10)

« C'est des téléphones difficiles parce que c'est, c'est rarement de la négligence pure. Souvent le parent va me dire : "J'ai pas d'argent, le chômage est pas rentré ou... je ne suis pas en mesure de payer, j'ai pas les sous pour le faire." Je pense que c'est vrai. Ils ne me mentent pas. Je pense qu'ils ne me mentent pas. Quand ils me mentent je le sais, parce que j'ai d'autres moyens de vérifier, et je me dis : si je... plus je vais insister pour qu'ils me payent les frais scolaires et les frais de garde, bien ils vont venir en donner, mais ça va être coupé sur l'épicerie. C'est quoi le choix que j'ai? » (Intervenante 7)

Si certains n'hésitent pas à contacter les parents, d'autres affirment ne pas se sentir suffisamment outillés pour le faire. Quelques-uns tentent de remédier au problème de l'enfant, mais avouent ne pas aller jusqu'à intervenir avec les familles. La plupart des intervenants sollicitent la collaboration de la direction pour contacter les parents dans les cas plus problématiques.

« Je suis tellement mal à l'aise là. Je ne suis pas capable d'aller voir la mère et de dire... tu sais. Est-ce que c'est juste ça qu'elle avait à lui offrir? Elle avait-tu autre chose là? Elle fait de son meilleur, tu sais. J'imagine qu'elle a dû peut-être y donner ce qu'elle avait de mieux dans le frigo. Et là, essayer d'aller juger ce qu'elle a? Il me semble que je devrais, mais je devrais avoir des outils pour le faire. Et je ne les ai pas. Ça, je ne le sais pas comment, où diriger. Je ne peux pas y aller toute seule à dire... Je ne peux pas aller la voir et la rencontrer et toute ça. Et là, je suis en train de juger ce qu'il a dans sa boîte à lunch. Et je ne suis pas d'accord. Ça fait que c'est ça. Je ne le fais pas. » (Intervenant 4)

Intervenir avec les familles en situation d'insécurité alimentaire n'est donc pas une chose aisée. On se demande : quoi faire? comment le faire? et qui doit le faire? Si la difficulté d'intervenir est un thème récurrent dans les entrevues, celui de la difficulté à côtoyer la faim au quotidien aussi : « c'est pas facile d'intervenir, mais c'est pas facile de voir ça non plus là » (intervenant 19). Cela place donc constamment les intervenants devant un dilemme : intervenir ou ne pas intervenir? Et si oui, de quelle façon? Les informateurs sont très sensibles à la situation des élèves qu'ils côtoient au quotidien et ils souhaitent pour la plupart envisager des solutions plus permanentes au problème de l'insécurité alimentaire.

« Des fois, c'est ça, ça devient frustrant pour l'enseignant qui voit l'enfant pratiquement, tu sais, il le voit tous les jours. Il le voit quasiment plus longtemps que les parents. Ça fait qu'il voit les répercussions et tout ça. Et ça vient... il les aime ces enfants-là. Ça vient vraiment le chercher. Et là, à ce moment-là, il fait comme : "Qu'est-ce que je peux faire?" Et là bien en même temps, c'est ça, si j'amène des affaires, bien là, il va tu se fier là-dessus? Et là, en même temps, est-ce que c'est mon rôle? » (Intervenant 12)

9. Des solutions à envisager?

Les solutions envisagées par les informateurs sont en cohérence avec ce qu'ils perçoivent comment étant le rôle de l'école et des parents. Elles visent généralement deux types de mesures : 1) avoir plus de moyens pour remédier au problème de l'insécurité alimentaire chez certains enfants et 2) éduquer les enfants et les parents à la saine alimentation.

« Bien, au départ, c'est peut-être qu'il y ait une éducation par rapport aux parents. L'information qui est donnée sur l'alimentation, sur les collations. Après ça bien, c'est faire ce qu'on fait là, c'est de de... de mettre en place des mesures pour donner des collations à ceux qui n'en ont pas. De faire... de poser des actions pour qu'on s'assure que tout le monde mange à sa faim. » (Intervenant 9)

Certains informateurs souhaiteraient mieux documenter les besoins dans leur établissement et obtenir un budget en cohérence avec ce portrait. Ce budget leur permettrait d'offrir du dépannage aux enfants ciblés sans être limités par les fonds disponibles. On veut proposer des dîners et des collations aux enfants qui en ont besoin sans être contraints par des limites financières qui obligent à éteindre des feux et répondre seulement aux besoins les plus criants. En d'autres termes, pallier sans limites financières.

« C'est enfin de voir le besoin hein? D'établir un profil de c'est quoi l'école au niveau alimentaire? Qu'est-ce qui se passe au niveau des élèves qui sont dans mon école? [...] une fois que tu as la photo, bien tu es capable d'établir : "Qu'est-ce que je veux mettre en place pour répondre à ce manque-là?" Et, de faire un... d'avoir une avenue possible, d'ouverture aussi... Et d'aller chercher les sous parce que tu en as pas de sous pour les collations. Tu en as pas. Il faut que tu sois... que tu sois créatif. Tu ne peux pas utiliser les sous de l'école pour payer les collations. Même s'il y a du lait-école, c'est plus que ça là. » (Intervenant 1)

Quelques personnes ont mentionné la possibilité de mettre sur pied une offre alimentaire pour tous les enfants. Ces mesures prennent la forme de déjeuner ou collation santé dans la classe ou au service de garde. On précise que l'avantage des mesures s'adressant à tous les enfants permet de ne pas stigmatiser ceux qui vivent des difficultés alimentaires plus importantes.

« Il y a la cantine santé que moi je trouve bien. [...] Une cantine santé où est-ce que des élèves durant une période, ils viennent préparer une collation, des fruits, des légumes, des fromages. Puis, dans une journée de la semaine, ils circulent dans les classes, puis ils vendent mettons 5 sous le petit bocal. C'est pas dispendieux, mais pour des enfants qui n'ont pas souvent des collations, ils ne se sentent pas visés nécessairement parce que ça s'adresse à tout le monde. » (Intervenant 13)

Mais, en lien avec ces mesures, les informateurs témoignent de plusieurs contraintes qui pourraient limiter leur mise en œuvre. Ces contraintes ont parfois été expérimentées dans le cadre de projets réalisés auparavant dans l'école.

Elles ont trait à l'acceptation par le personnel, aux infrastructures de l'école ou aux limites budgétaires actuelles.

Les informateurs rapportent que les contraintes budgétaires pèsent effectivement lourd dans la balance. On doute de pouvoir mettre en place des mesures universelles quand les fonds disponibles sont à peine suffisants pour aider tous les enfants qui vivent de l'insécurité alimentaire. L'école « ne peut pas tout faire » (intervenant 10), de même que l'école ne peut « pas assumer la sécurité alimentaire de l'ensemble des élèves » (intervenant 7).

L'acceptation par le personnel semble également un enjeu : « mais, la plus grosse contrainte, ça serait sûrement l'acceptation par l'ensemble des profs de cette option-là » (intervenant 19). Si certains sont favorables à de telles mesures, d'autres expriment des objections en lien notamment avec le temps de planification (planification des menus, gestion des commandes, approvisionnement, distribution, etc.) et avec la logistique en classe (faire des portions, distribuer équitablement, gérer les allergies, etc.). Un dilemme persiste dans le discours des informateurs : plus de temps pour nourrir, moins de temps pour enseigner.

« On avait essayé ça, tout le monde déjeune, mais là, tu sais, c'était pas évident là. C'était comme, beaucoup de logistique, ça enlevait du temps d'enseignement. » (Intervenant 10)

Pour ces raisons, on privilégie souvent des mesures en dehors des heures de classe comme le Club des petits déjeuners. Plusieurs des informateurs rencontrés aimeraient que cette mesure soit implantée dans leur école. Lorsqu'il y a déjà un Club des petits déjeuners, on explique la nécessité de ce moyen, même s'il semble difficile de le maintenir en raison des heures de bénévolat demandées. On l'apprécie également parce qu'il est accessible à tous les enfants. En effet, il n'y a pas que l'insécurité alimentaire qui peut expliquer que certains enfants mangent peu le matin. D'autres raisons ont été mentionnées : manque de temps, familles pressées, enfant qui n'a pas faim le matin ou transport scolaire qui circule trop tôt. Le fait que tous les enfants puissent avoir accès au Club des petits déjeuners permet également de ne pas stigmatiser les enfants en situation d'insécurité alimentaire.

« Donc, le Club des petits déjeuners, ici le grand défi, c'est de le garder [...] et j'ai encore failli le perdre cette année, parce que faute de bénévoles. » (Intervenant 7)

Par ailleurs, certaines contraintes ayant trait aux infrastructures expliquent également que le personnel des écoles soit réticent à l'implantation de certaines mesures. L'absence d'équipement de cuisine, les règles de salubrité des aliments pour le service de traiteur, l'absence de lavabos dans les classes, le manque de locaux sont quelques contraintes techniques mentionnées pendant les entretiens.

« Tu sais, c'est parce que dans nos classes, on n'a pas d'eau. Ça fait que quand il vient le temps de nettoyer les choses, ça fait du dégât et après ça, ça prenait un bon 15-20 minutes à faire surtout chez les petits jeunes. » (Intervenant 14)

« On n'a pas de service de traiteur. On en a déjà eu et on a arrêté ça là parce que c'était trop difficile pour la contamination. Il y avait trop de gestion avec la température. Les enfants n'aimaient pas ça. » (Intervenant 4)

Les informateurs rencontrés sont donc d'avis qu'il faut continuer d'offrir du dépannage pour les enfants qui vivent des situations plus difficiles, mais ils préconisent en majorité des solutions davantage en amont. De leur point de vue, une solution en amont devrait viser à soutenir les familles dans leur responsabilité de nourrir les enfants en misant sur l'éducation à la saine alimentation. Informer sur le choix d'une collation santé, donner des idées pour les boîtes à lunch, apprendre aux parents à manger sainement avec un faible budget, offrir des ateliers de cuisine sont quelques exemples mentionnés. Ces actions sont parfois inscrites dans le projet éducatif de l'école et on compte sur la contribution d'autres professionnels, notamment les infirmières scolaires ou des nutritionnistes, pour les réaliser.

« Je prône à ne pas donner de poisson, à pêcher. Je trouve que les actions qu'on fait présentement sont intéressantes, mais ce n'est pas des actions si éducatives que ça, c'est... on éteint des feux. [...] Je préfère travailler en prévention et en éducation. Qu'est-ce qu'on peut... tu sais? Comment on peut s'habiller pour être meilleur? Ça fait que je trouve que si je pouvais rêver, bien moi je rêverais vraiment d'avoir la possibilité de oui d'utiliser le volet alimentaire, mais de l'amener plus vers un volet éducatif. Comment? J'en ai parlé un petit peu tout à l'heure, comment on peut habiller les gens à faire un marché, une épicerie, avec les budgets qu'ils ont. Qu'est-ce qu'on peut cuisiner? » (Intervenant 7)

10. Forces et limites de l'étude

L'une des limites de cette étude se rapporte évidemment au fait que c'est une étude qualitative. Les études qualitatives ne permettent pas de généraliser un phénomène à l'ensemble d'une population. Par contre, elle vise à approfondir la compréhension d'un phénomène du point de vue de ceux qui en font l'expérience par le biais de descriptions détaillées. Les propos se rapportent donc à un contexte particulier et concernent seulement le point de vue des intervenants du milieu scolaire. Des entrevues réalisées avec les parents ou avec des intervenants d'un milieu différent, le milieu de la santé par exemple, auraient pu donner un portrait différent de la situation. La perception de la réalité et d'un phénomène étant une question de perspectives.

La nature de cette étude qualitative constitue également une force. En effet, la recherche qualitative permet de décrire un phénomène dans le cadre du vécu des individus et ainsi mieux comprendre le comment et le pourquoi de certains comportements. Par conséquent, cette recherche a permis d'obtenir des informations très fines sur la perception des participants, informations qu'il n'aurait pas été possible de faire surgir avec un questionnaire d'enquête comportant des questions fermées. On peut notamment penser à la perception de la responsabilité de l'intervention en contexte d'insécurité alimentaire vécue par les enfants à l'école primaire. On peut aussi nommer toutes les mesures répertoriées pour lutter contre l'insécurité alimentaire, particulièrement celles qui sont personnellement utilisées par les informateurs. Ces informations qualitatives, utilisées en complémentarité avec celles quantitatives déjà connues, pourront ainsi servir à élaborer des stratégies de promotion et de prévention adéquates et adaptées au public visé (Galand et autres, 2009; Massé, 1995).

Conclusion

Tous les informateurs rencontrés ont évoqué des situations avec des enfants qui vivent de l'insécurité alimentaire. Les informateurs perçoivent en outre que l'insécurité alimentaire a de nombreux impacts sur la santé des enfants et les apprentissages faits à l'école. Les résultats ont aussi permis de constater que les intervenants du milieu scolaire primaire interviennent de toutes sortes de façons pour pallier ces problèmes, même si cela ne fait pas partie des principaux mandats de l'école.

Par conséquent, ce projet remplit son principal objectif : explorer la problématique de l'insécurité alimentaire vécue par les enfants et ses implications en milieu scolaire. Partant de la perspective du milieu scolaire, il a notamment permis de décrire de quelle façon l'insécurité alimentaire se manifeste, quelles sont les conséquences observées par les personnes interrogées et quels sont les moyens utilisés pour y faire face. Le point de vue des intervenants scolaires sur les solutions à envisager a aussi été documenté.

Comme mentionné dans la section qui présente les résultats, la majorité des informateurs témoigne de la nécessité d'agir. Ils souhaitent aussi envisager des solutions plus permanentes au problème de l'insécurité alimentaire. Mais, quelles pourraient être ces solutions? Les informateurs en proposent quelques-unes : pallier dans les situations plus critiques et miser sur l'éducation à la saine alimentation. Certains s'avancent aussi sur une proposition d'offre alimentaire pour tous les enfants.

Certes, offrir du dépannage est essentiel. Dans une perspective populationnelle, l'éducation à la saine alimentation pour tous les enfants est aussi incontournable. Or, comme la cause première de l'insécurité alimentaire est le manque d'argent (Diététistes du Canada, 2016; Tarasuk, 2017), ces actions permettent de soulager ponctuellement l'insécurité alimentaire et d'agir sur l'un des déterminants de la sécurité alimentaire. Mais, ces actions seules ne sont pas suffisantes pour assurer la sécurité alimentaire des individus et des communautés.

Les causes de l'insécurité alimentaire dans une population dépassent largement la seule responsabilité des individus et des écoles. L'insuffisance de revenus pour se nourrir sainement relève aussi de causes structurelles et il existe d'autres déterminants sur lesquels il est possible d'agir collectivement (Chénier, 2015) :

- l'accès économique et physique à des aliments sains, par exemple le prix et la disponibilité des aliments;
- un système alimentaire sain et équitable, par exemple une production agricole durable, la distribution et la vente de produits locaux, la valorisation des surplus alimentaires;

- des coûts des biens et des services essentiels abordables, par exemple pour le logement ou le transport;
- l'amélioration des conditions de vie des individus, par exemple le revenu, l'emploi ou la scolarité.

Devant cette multitude d'actions possibles, bien au-delà de la seule responsabilité du milieu scolaire, les questionnements et les hésitations des intervenants quant aux façons d'agir sont plus que légitimes. Et si justement les solutions pouvaient être réfléchies au sein des partenariats école-famille-communauté? Des instances régionales et locales en sécurité alimentaire, regroupant de nombreux acteurs clés, sont déjà mobilisées pour mettre en place des solutions plus durables. L'une des prochaines étapes ne devrait-elle pas consister à unir les forces en misant sur des partenariats école-famille-communauté pour ainsi réduire les inégalités et favoriser l'équité des chances à l'école?



Annexe 1 – Schémas d'entrevues

Projet de recherche sur l'insécurité alimentaire en milieu scolaire primaire

Schéma d'entrevue – Enseignant, intervenant spécialisé et personnel de direction

Thème 1 : Parcours de l'informateur

Quelle fonction occupez-vous dans l'école? Avec des enfants de quel niveau?

Depuis combien de temps travaillez-vous dans cette école? Dans le milieu scolaire?

Avez-vous occupé d'autres fonctions avant?

Avez-vous travaillé dans d'autres écoles de la région?

Thème 2 : Les manifestations de l'insécurité alimentaire et ses impacts

Pensez-vous qu'il y a des enfants de l'école/de votre classe qui ne mangent pas ou qui ne mangent pas suffisamment avant de venir à l'école?

S'il y a un Club des petits déjeuners :

- Pensez-vous que la situation serait la même s'il n'y avait pas le Club des petits déjeuners?
- Est-il nécessaire? Pourquoi?
- Pensez-vous que le Club des petits déjeuners rejoint tous les élèves qui en auraient besoin? Si non, pourquoi?

Quels sont les signes que vous observez qui vous font dire que l'enfant n'a pas assez mangé?

Est-ce fréquent?

Est-ce que ça concerne beaucoup d'élèves?

Pour quelles raisons? En raison d'un manque d'argent? D'autres raisons?

Est-ce les mêmes constats pour le repas du midi?

- Signes? Fréquence? Nombre d'élèves touchés?
- Est-ce que vous pensez que la problématique s'observe au service de garde?

Est-ce qu'il est fréquent que des élèves de votre classe n'aient pas de collation?

Selon vous, quelles sont les conséquences de l'insécurité alimentaire pour les enfants?

- Sur leur comportement en classe? Leur parcours scolaire? Leur santé? Leurs relations avec les autres enfants?

Thème 3 : Les actions possibles pour lutter contre l'insécurité alimentaire

Avez-vous été tenté d'intervenir lorsque vous avez constaté qu'un enfant n'avait pas assez mangé?

Est-ce que c'est facile d'intervenir?

Êtes-vous au courant si des enseignants interviennent? Le service de garde? D'autres intervenants de l'école?

Est-ce que l'école a mis en place des mesures pour faire face à ce problème? En collaboration avec des partenaires?

Selon vous, est-ce que tous ces moyens sont suffisants?

Selon vous, quel est le rôle de l'école dans la lutte à l'insécurité alimentaire?

- Si oui, avec d'autres partenaires?
- Si non, le rôle de qui?

Qu'est-ce qui pourrait être envisagé dans votre école pour lutter contre cette situation compte tenu de ressources actuelles?

Et s'il n'y avait aucune contrainte?

Quelles seraient les contraintes si cette solution était mise de l'avant?

Qu'est-ce qui pourrait faciliter de telles démarches?

Projet de recherche sur l'insécurité alimentaire en milieu scolaire

Schéma d'entrevue – Service de garde

Thème 1 : Parcours de l'informateur

Quelle fonction occupez-vous dans l'école?

Depuis combien de temps travaillez-vous dans cette école? Dans le milieu scolaire?

Avez-vous occupé d'autres fonctions avant?

Avez-vous travaillé dans d'autres écoles de la région?

Thème 2 : Les manifestations de l'insécurité alimentaire et ses impacts

Est-ce qu'il arrive que des enfants n'aient rien ou presque rien à manger le midi?
Pouvez-vous me donner des exemples?

Pour quelles raisons?

Est-ce que cette situation se présente régulièrement?

Est-ce que ça touche plusieurs élèves?

Selon vous, quelles sont les conséquences de l'insécurité alimentaire pour les enfants?

- Sur leur comportement? Leur parcours scolaire? Leur santé? Leurs relations avec les autres enfants?

Thème 3 : Les actions possibles pour lutter contre l'insécurité alimentaire

Avez-vous été tenté d'intervenir lorsque vous avez constaté qu'un enfant n'avait pas assez mangé?

Est-ce que c'est facile d'intervenir?

Êtes-vous au courant si d'autres enseignants interviennent? Le service de garde? D'autres intervenants de l'école?

Est-ce que l'école a mis en place des mesures pour faire face à ce problème? En collaboration avec des partenaires?

Selon vous, est-ce que tous ces moyens sont suffisants?

Selon vous, quel est le rôle de l'école dans la lutte à l'insécurité alimentaire?

- Si oui, avec d'autres partenaires?
- Si non, le rôle de qui?

Qu'est-ce qui pourrait être envisagé dans votre école pour lutter contre cette situation compte tenu de ressources actuelles?

Et s'il n'y avait aucune contrainte?

Quelles seraient les contraintes si cette solution était mise de l'avant?

Qu'est-ce qui pourrait faciliter de telles démarches?

Bibliographie

- BLANCHET, Carole, LOUIS ROCHETTE, INSTITUT NATIONAL DE SANTÉ PUBLIQUE DU QUÉBEC et DIRECTION DE L'ANALYSE ET DE L'ÉVALUATION DES SYSTÈMES DE SOINS ET SERVICES (2011). *Sécurité et insécurité alimentaire chez les Québécois : une analyse de la situation en lien avec leurs habitudes alimentaires*, Montréal, Direction de l'analyse et de l'évaluation des systèmes de soins et services, Institut national de santé publique du Québec, 73 p.
- CENTRE DE COLLABORATION NATIONALE DES DÉTERMINANTS DE LA SANTÉ (2017). *Démarche en amont en matière d'insécurité alimentaire : une liste des lectures essentielles*, Centre de collaboration nationale des déterminants de la santé, 8 p.
- CENTRE INTÉGRÉ UNIVERSITAIRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DU SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN (2016). *Plan d'action régional de santé publique du Saguenay-Lac-Saint-Jean 2016-2026*, Saguenay, 126 p.
- CHÉNIER, G. (2015). *Pyramide des impacts populationnels des interventions en sécurité alimentaire*, Centre intégré de santé et de services sociaux de la Montérégie-Centre.
- CLOUSTON, Marie-Claude, Emmanuelle ARTH, René LAPIERRE et Fabien TREMBLAY (2013). *Enquête de santé du Saguenay-Lac-Saint-Jean 2012 : rapport sommaire*, Agence de la santé et des services sociaux du Saguenay-Lac-Saint-Jean, 167 p.
- GALAND, Charles, et Édith SALÈS-WUILLEMIN (2009). « Apports de l'étude des représentations sociales dans le domaine de la santé », *Sociétés*, vol. 105, n° 3, p. 35.
- HICKSON, Meredith, Stephanie ETINGER DE CUBA, Ingrid WEISS, Gemma DONOFRIO et John COOK (2013). *Too Hungry to Learn: Food Insecurity and School Readiness*, Children's HealthWatch, coll. Children's HealthWatch Research Brief, 4 p.
- KE, Janice, et Elizabeth Lee FORD-JONES (2015). "Food insecurity and hunger: A review of the effects on children's health and behaviour", *Paediatrics & Child Health*, vol. 20, n° 2, p. 89-91.
- KIRKPATRICK, Sharon I., Lynn MCINTYRE et Melissa L. POTESTIO (2010). "Child hunger and long-term adverse consequences for health", *Archives of Pediatrics & Adolescent Medicine*, vol. 164, n° 8, p. 754-62.
- LA SOCIÉTÉ ONTARIENNE DES PROFESSIONNEL(LE)S DE LA NUTRITION EN SANTÉ PUBLIQUE (2015). *Énoncé de position sur les réponses à l'insécurité alimentaire*, La société ontarienne des professionnel(le)s de la nutrition en santé publique, 9 p.
- LAPIERRE, René (2010). *Enquête interrégionale auprès des jeunes du secondaire 2008 rapport préliminaire*, Agence de la santé et des services sociaux du Saguenay-Lac-Saint-Jean, 155 p.

- MASSÉ, Raymond (1995). « Les apports de l'anthropologie à l'épidémiologie : le cas du rôle étiologique de l'isolement social », *Ruptures, revue transdisciplinaire en santé*, vol. 2, n° 1, p. 102-17.
- MCINTYRE, Lynn, Jeanne V. A. WILLIAMS, Dina H. LAVORATO et Scott PATTEN (2013). "Depression and suicide ideation in late adolescence and early adulthood are an outcome of child hunger", *Journal of Affective Disorders*, vol. 150, n° 1, p. 123-29.
- PATTON, Michael Quinn (2002). *Qualitative research and evaluation methods*, 3 ed, Thousand Oaks, Californie, Sage Publications, 598 p.
- PROOF *Children in Food Insecure Households*, PROOF - Food Insecurity Policy Research. En ligne au : <<http://proof.utoronto.ca/wp-content/uploads/2016/07/children-food-insecurity-factsheet.pdf>>, consulté le 16 janvier 2017.
- TARASUK, V., MITCHELL A. et N. DACHNER (2012). *Household Food Insecurity in Canada 2012*, Toronto, Reserach to identify policy options to reduce food insecurity (PROOF), 29 p.
- TREMBLAY, Pierre-André, CLOUSTON, Marie-Claude, DUPLAIN, Myriam, ROUFFIGNAT, Joël et René LAPIERRE (2006). *L'insécurité alimentaire au quotidien : témoignages de personnes usagères ou non-usagères de services d'aide alimentaire. Analyse des interventions en sécurité alimentaire au Saguenay-Lac-Saint-Jean, les acteurs au cœur du processus, rapport final de la phase 2*, Chicoutimi, Agence de la santé et des services sociaux du Saguenay-Lac-Saint-Jean, 96 p.
- ULIN, Priscilla R., Elizabeth T. ROBINSON et Elizabeth E. TOLLEY (2005). *Qualitative methods in public health: a field guide for applied research*, 1st ed, San Francisco, Jossey-Bass, 318 p.
- VIENS, Christian, Suzanne AUGER, Sarah DUTILLY-SIMARD, CENTRE INTÉGRÉ DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE LA MONTÉRÉGIE-CENTRE et DIRECTION DE SANTÉ PUBLIQUE (2015). *Initiatives de soutien alimentaire visant l'offre d'aliments ou de repas de bonne valeur nutritive à faible coût ou gratuits dans les écoles primaires de la Montérégie*, Longueuil, CISSS Montérégie-Centre.

